

Pays: France

Commission: Environnement et intérieur

Problématique: Pour un plan européen d'action face à l'enjeu croissant des réfugiés climatiques fuyant les dérèglements climatiques et les catastrophes naturelles.

La France se trouve au sud-ouest du continent européen, voisine de la Belgique, l'Allemagne et le Luxembourg au nord; de l'Italie et la Suisse à l'est; et de l'Espagne au sud. C'est un des membres fondateurs de l'Union européenne, fondée à Maastricht, Pays Bas, le 1er novembre 1993. La France est une République constitutionnelle dirigée par le président Emmanuel Macron, un pro européen du parti de centre-droit La République en marche.

Personnes contraintes de fuir leur logement ou leur pays en raison des catastrophes naturelles provoquées par le réchauffement climatique. Selon un rapport de la Banque Mondiale, plus de 140 millions de personnes pourraient migrer d'ici 2050 pour fuir les effets du changement climatique. L'impact de l'activité humaine sur l'environnement a pris au cours des décennies qui précèdent des proportions jamais enregistrées dans l'histoire de l'humanité. Certaines activités humaines, liées à l'industrialisation mondiale, telles que l'utilisation d'engrais chimiques, la combustion d'énergie fossiles, l'extraction du pétrole, etc, sont à l'origine de l'augmentation de la concentration atmosphérique des gaz à effet de serre (GES). Étant, cette augmentation des GES, la cause principale du réchauffement climatique, modifiant l'équilibre climatique naturel et provoquant le réajustement du climat par le réchauffement de la surface terrestre. Ayant des conséquences telles que l'augmentation du niveau de la mer à cause de la fonte des glaciers, ce qui amène à l'inondation de zones côtières, voire à la disparition de pays insulaires. Causant aussi des sécheresses, ou encore la dégradation des sols, mettant en danger la sécurité alimentaire. Le président de la République montrait sa préoccupation à ce sujet lors de la COP21, tenant aussi compte de la forte pression migratoire subie par notre pays.

La France est témoin de l'augmentation de l'immigration de tous types dans son territoire. Notre président a montré dans multiples interventions la préoccupation et l'implication du gouvernement français par rapport, non seulement aux politiques d'aides aux migrants, mais surtout dans divers accords au niveau national et international pour freiner les changements climatiques et les catastrophes naturelles résultantes, à l'origine des déplacements des réfugiés climatiques.

La France a été à l'origine d'un succès historique lorsqu'elle a accueilli en 2015 la COP21, une Conférence des Parties qui s'est soldée avec l'Accord de Paris, un accord universel et ambitieux qui fournit le futur cadre international d'action contre les changements climatiques. Considérée comme un tournant historique aussi grâce au rôle moteur de la Chine, premier pollueur mondial. Cet accord, qui compte avec 195 signataires, vise à contenir le réchauffement entre 1,5°C et 2°C d'ici la fin du siècle, ce qui implique une réduction considérable des GES à l'échelle nationale. Nous devons réduire les émissions mais aussi pouvoir nous adapter aux changements déjà engagés. Pour financer une transition écologique, nous devons réorienter massivement les flux financiers publics et privés pour investir dans une économie bas-carbone et des infrastructures durables. Cette réorientation de l'ensemble des flux financiers fait d'ailleurs partie explicitement de l'Accord de Paris, qui vise notamment à les rendre compatibles avec un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques.

Un premier démonstrateur de l'Observatoire Spatial du Climat a été lancé par le CNES en juin dernier. Il permet l'observation des phénomènes liés au changement climatique et fournit aux décideurs un outil pour mesurer les risques climatiques. Des plateformes interactives ont ainsi été développées au Maroc pour permettre une meilleure gestion des ressources en eau. L'objectif est de faciliter l'accès des décideurs nationaux comme régionaux à des informations clés (stocks disponibles, zones de sécheresse, etc.). Pour réduire la vulnérabilité des populations face aux impacts du dérèglement

climatique, l'hexagone s'est aussi engagé dans l'Initiative Pacifique pour le Climat, la Biodiversité et la Résilience, qui rassemble 5 grands bailleurs. Or, malgré les actions menées, le flux massif de réfugiés climatiques reste un problème non résolu par le droit international.

France est un des membres fondateurs de la Plateforme sur les déplacements liés aux catastrophes (PDD), lancée pour la mise en œuvre de l'agenda de l'initiative Nansen et précurseuse de la décision de créer une équipe spéciale sur le déplacement lors de la COP 21. Ce qui démontre son enrôlement dans des projets visant à la protection des réfugiés climatiques. Selon les déclarations de notre président Emmanuel Macron: "Nous devons être humains et efficaces".